

CAMPAGNE CÉRÉALIÈRE 2008-2009

# Les raisons d'une réussite annoncée

**L'Algérie devrait enregistrer une année exceptionnelle en matière de production céréalière. Les raisons de cette réussite sont à mettre sur le compte d'une bonne pluviométrie et de l'efficacité des mesures de soutien au profit des céréaliculteurs.**

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir)** - Les services du ministère de l'Agriculture et du Développement rural restent sur le qui-vive. Depuis quelques semaines déjà, ils suivent avec attention l'évolution de la campagne moisson-battage.

A l'heure actuelle, il est assez difficile d'évaluer les résultats de cette opération. Seul indice, la récente déclaration du ministre de l'Agriculture qui a annoncé, depuis Tlemcen, que «17 millions de quintaux avaient été récoltés».

Le taux d'avancement de la campagne céréalière étant estimé à 30%, la récolte de la saison 2008/2009 devrait théoriquement tourner autour de 65 millions de quintaux. Cependant, du côté

du ministère de l'Agriculture, on se refuse à commenter ces prévisions.

«Pour nous, le plus important ce n'est pas les chiffres. Nous ne sommes pas dans une logique de records ou de course vers la gloire. Les résultats définitifs seront annoncés lorsque toute la production sera dans les silos.

Pour l'instant, tout peut arriver, la grêle ou encore les incendies peuvent causer des dégâts importants aux cultures qui sont encore sur champ. En fait, l'essentiel n'est pas de faire une année record mais d'avoir de bonnes récoltes sur plusieurs années successives. C'est notre objectif principal car nous sommes dans une logique de

sécurité alimentaire», a tenu à préciser M. Djamel Barchiche, directeur de la communication auprès du ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

**Mesures incitatives**

Au-delà des résultats escomptés, au niveau du département de Rachid Benaïssa, on préfère évoquer l'ensemble des mesures mises en œuvre pour soutenir la filière céréalière. «Il est indéniable que la pluviométrie enregistrée tout au long de l'année a été d'un apport appréciable. Mais il faut également reconnaître que la batterie de mesures incitatives mises en œuvre par l'Etat a participé grandement à encourager l'ensemble des acteurs de la filière céréale», note M. Djamel Barchiche.

Premiers concernés par ces mesures, les 300 000 céréaliculteurs que compte l'Algérie, qui ont bénéficié d'un dispositif spécial. A commencer

par le rachat de la production par l'Office algérien interprofessionnel des céréales à hauteur de 4 500 DA le quintal de blé dur, 3 500 DA le quintal de blé tendre et 2 500 DA le quintal d'orge.

Une décision-clé qui a été renforcée par une série d'opérations de suivi des cultures : traitements phytosanitaires, désherbage (300 000 hectares concernés), irrigation d'appoint (30 000 hectares), formation, mise à niveau...

«Avant toute chose, les agriculteurs ont besoin de visibilité. C'est justement ce qu'offre ce programme de soutien. Aujourd'hui, les céréaliculteurs savent qu'ils pourront vendre leur récolte à prix fixe. Nous faisons en sorte qu'ils soient payés en temps réel. Sur le plan du soutien financier, le crédit RFIG et le crédit OAIC leur ont permis d'entamer la campagne sur de bonnes bases», assure notre interlocuteur.

**Les CCLS remises sur les rails**

Le ministère de l'Agriculture a également engagé un programme en faveur de la réhabilitation des Coopératives des céréales et légumes secs. Élément pivot de la filière céréales, les CCLS ont un rôle important. Elles sont chargées de gérer une grande partie de la campagne moisson-battage, les opérations de collecte à travers 580 unités ainsi que le transport vers les zones de stockage de l'OAIC.

Dès l'année prochaine, les CCLS devront également se charger de la préparation et du conditionnement des semences. «L'OAIC développe un ambitieux programme de redynamisation de la filière semence. Dans ce cadre, il a été décidé de réhabiliter les anciennes usines à semence et de les renforcer par de nouvelles unités», souligne le responsable de la communication auprès du ministère.

**Unités de services agricoles**

Reste toutefois la problématique du parc de moissonneuses-batteuses.

Les 8 600 machines disponibles sur le territoire national restent insuffisantes. Pour faire face à cette situation, le ministère de l'Agriculture a mis en œuvre une opération de rénovation en collaboration avec l'entreprise de machinisme agricole et technique PMAT qui a ciblé 350 moissonneuses-batteuses, en plus de 1 600 autres réparées par des équipes mobiles.

«Nous devons aller vers le développement du machinisme agricole à travers la création d'unités de service.

A ce titre, il est important de signaler la décision du gouvernement de doter les CCLS de machines neuves. L'investissement d'opérateurs privés est lui aussi à encourager».

T. H.

LOI SUR LE PARACHÈVEMENT DES CONSTRUCTIONS INACHEVÉES

# Entre l'applicabilité et le débat de sourds

**L'application du dispositif légal et réglementaire régissant le parachèvement des constructions reste encore incertaine et suscite toujours des questionnements, voire un dialogue de sourds parfois.**

**Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir)** - Un dialogue de sourds a marqué la conférence-débat organisée hier au Centre de presse d'El Moudjahid et consacrée au dossier des constructions inachevées. Une rencontre à laquelle ont participé des représentants du ministère de

l'Habitat et de l'Urbanisme, des architectes, des notaires, des élus et des opérateurs économiques.

Censés débattre de la mise en œuvre du nouveau dispositif légal et réglementaire régissant depuis 2008 l'obligation de parachèvement des constructions, les participants se sont four-

voyés dans des considérations certes pertinentes mais qui relevaient davantage d'un manque de compréhension mutuelle. Une incompréhension sur les moyens à mettre en œuvre pour ce dispositif, sur le rôle des collectivités locales et des directions et subdivisions de l'urbanisme et de la construction (Duch et Such), l'implication des architectes et autres intervenants dans l'acte de bâtir, le respect de l'obligation du permis de construire

et l'élaboration des plans d'occupation des sols... Nombre d'aspects sur lesquels les participants convergeaient dans leurs opinions mais sans pour autant dépasser leurs conceptions propres et, au demeurant, pertinentes et fondées.

Néanmoins, une conférence qui a de nouveau réitéré les constats habituels sur les errements, l'anarchie de la politique urbanistique et d'aménagement, sur la ville algérienne qui «fait peu», selon un architecte.

Voire sur le processus de réhabilitation du bâti urbain, pour lequel des diagnostics et des montants de plusieurs centaines de milliards de dinars sont engagés en ce sens. Mais aussi une conférence qui, à l'instar d'autres rencontres similaires, a soulevé le problème de l'applicabilité de ce dispositif qui impose aux constructeurs d'engager la mise en conformité de leurs bâtisses et la régularisation de leurs projets.

Une applicabilité qui reste cependant assujettie à une volonté des citoyens de le faire et de pouvoir le faire. Ce qui n'est pas le cas et nécessite davantage de sensibilisation et de solutions incitatives. Cette applicabilité demeure également liée à l'entrée en vigueur effective de ce dispositif, en relevant qu'un délai de 5 ans est accordé aux concernés. Ce qui semble quelque peu problématique d'autant plus que plusieurs textes d'application ne sont pas encore publiés et que la tutelle (le ministère de l'Habitat) n'a pas encore dépassé le stade du «recensement» des «cas d'espèce». Comme elle nécessite l'implication réelle de tous les intervenants dans l'acte de bâtir, une implication encore incertaine.

C. B.

MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES

# L'indifférence des opérateurs nationaux

**Huit ans après l'adoption du programme de mise à niveau des entreprises, piloté par l'Organisation des Nations unies (ONU), le ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements peine à susciter l'adhésion des opérateurs économiques algériens, peu intéressés, semble-t-il.**

A peine 160 entreprises, publiques et privées, ont bénéficié du dispositif de mise en œuvre de ce programme qui, rappelons-le, consiste en un investissement immatériel, c'est-à-dire en une assistance technique : formation, étude de marché, étude de marketing, étude d'organisation, acquisition de logiciels informatiques..., étant donné que les actions matérielles comme le financement des projets ne représentent que 20% des actions inscrites au programme.

Les cadres du ministère de tutelle, présents ce lundi à Constantine à l'occasion

d'un regroupement régional pour les wilayas de l'Est sur la mise à niveau des entreprises, n'ont pas daigné donner des explications au désintérêt des entrepreneurs algériens pour cette démarche.

Le directeur des programmes de mise à niveau des entreprises auprès du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements s'est plutôt contenté d'énumérer des critères d'éligibilité.

«Nous choisissons parmi les entreprises viables ou ayant un potentiel de viabilité, les entreprises compétitives et qui ont un marché», précisera-t-il.

Aucun bilan n'a été établi par les services du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements s'agissant de l'évolution du programme en question, depuis son adoption en 2001.

«Nous n'avons pas encore fait une évaluation, mais nous sommes en train de sen-

sibiliser les opérateurs économiques, privés et publics, aux bienfaits du programme qui est passé par une phase pilote, et ce, en vue de le redynamiser. Nous multiplions les opérations de communication à travers des journées d'information et du site web du ministère notamment, où l'intéressé peut trouver toutes les informations nécessaires», ajoutera-t-il.

Enfin, il est à noter que ledit regroupement a vu la participation d'une dizaine de directeurs de l'industrie et des mines des wilayas de l'Est et environ une centaine d'opérateurs économiques privés et publics.

Des communications sur le programme de mise à niveau des entreprises et son impact ont été données par les cadres du ministère de l'Industrie et de la Promotion des investissements.

L. H.